

Le développement économique de l'Inde

L'Inde demeure un acteur majeur du paysage politique et économique mondial avec une population d'un milliard 400 millions d'habitants et un PIB de plus de 3500 milliards de dollars en 2022.

C'est pourquoi, il a été jugé utile de publier, en tant qu'article de référence du Forum Ibn Khaldoun pour le mois de juillet 2025, un résumé de la note d'éclairage sur l'Inde élaboré par le Think Tank Français « l'Institut Montaigne » compte tenu, d'une part, de l'importance des retombées du développement économique de l'Inde sur l'économie mondiale et d'autre part, des enseignements utiles sur la stratégie de développement qui s'en dégagent

NOTE D'ÉCLAIRAGE - Février 2025

Institut Montaigne

Inde : le défi du "Make in India"

Le développement économique de l'Inde suit une trajectoire particulièrement atypique, avec un secteur tertiaire représentant plus de 50% du PIB alors que le pays reste majoritairement rural.

Le processus d'industrialisation, qui précède généralement la « révolution des services », a été lent. Au cours des quinze dernières années, la part du secteur manufacturier dans le PIB indien n'a cessé de s'éroder, passant de 17% en 2010 à 13% en 2023, privant la population d'emplois indispensables dans un contexte de forte croissance démographique.

Par ailleurs, cette faiblesse industrielle a des implications stratégiques : aucun pays n'a gagné en influence géopolitique significative sans une base industrielle garantissant un minimum de souveraineté nationale. Cette question est d'autant plus pertinente compte tenu de l'ambition indienne de se positionner comme une puissance de premier plan et un partenaire clé de la diversification des chaînes d'approvisionnement.

L'Inde aspire depuis longtemps à devenir une puissance industrielle, mais de nombreux obstacles ont entravé cette ambition. Aujourd'hui, son succès dépendra de partenariats stratégiques. Une question centrale demeure donc de savoir si l'Inde façonnera son ambition industrielle avec le soutien de la Chine ou si elle choisira de s'aligner sur l'Occident.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2014, le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi a lancé l'initiative "Make in India" pour stimuler la croissance industrielle du pays et avec pour objectifs :

- Atteindre une croissance annuelle de 12 à 14 % dans le secteur industriel ;
- créer 100 millions d'emplois manufacturiers d'ici 2022 ;
- porter la part du secteur manufacturier dans le PIB à 25% (objectif désormais repoussé à 2025) ;
- faire de l'Inde la « nouvelle usine du monde », en rivalisant avec la Chine.

Une décennie plus tard, les résultats sont mitigés. Avec une croissance manufacturière de 4 % par an, inférieure au taux de croissance global du PIB, la création d'emplois industriels stagne, ce qui va de pair avec l'érosion de la part du secteur manufacturier dans l'économie. Cependant, une analyse sectorielle révèle des disparités importantes.

Depuis les années 1990, le secteur automobile indien a attiré des constructeurs du monde entier. Pourtant, à l'exception de Hyundai, aucun nouvel entrant ne s'est véritablement imposé, et deux acteurs majeurs (Ford et General Motors) ont quitté le marché après quelques années. Plus préoccupant encore, bien que le secteur ait progressé, il n'est pas parvenu à s'imposer sur le marché des exportations, avec un nombre de véhicules vendus à l'étranger tendant à diminuer.

Le secteur textile offre une image encore plus contrastée. Pilier historique de l'industrie indienne, il a attiré peu d'investissements étrangers et s'est fait dépasser sur le marché mondial par le Bangladesh et le Vietnam. Cette perte de compétitivité s'explique par le retard dans la modernisation des infrastructures de production, une offre de produits peu diversifiée et une réduction des économies d'échelle due au démantèlement de grandes usines.

L'électronique, en revanche, semble plus prometteuse. Portée par la volonté des multinationales de réduire leur exposition aux risques politiques en délocalisant une partie de leur production chinoise en Inde, ce phénomène est particulièrement visible chez les fabricants de smartphones comme Foxconn. Toutefois, l'Inde joue essentiellement un rôle d'assembleur, la majorité des composants continuant d'être importés de Chine.

Le secteur pharmaceutique reflète une dualité similaire : en forte expansion, notamment sur le marché des génériques, et renforçant ainsi la réputation de l'Inde d'être « la pharmacie du monde », il reste néanmoins fortement dépendant des importations chinoises, en particulier pour les principes actifs, ce qui révèle une vulnérabilité critique dans la chaîne d'approvisionnement. Pour les acteurs européens, ces dynamiques nécessitent une réflexion approfondie. Alors que l'UE cherche des alternatives aux chaînes d'approvisionnement dominées par la Chine, l'Inde offre une opportunité d'intégration dans les réseaux de production mondiaux, ouvrant la voie à une coopération renforcée. Toutefois, la dépendance persistante de l'Inde aux importations chinoises, notamment dans l'électronique et l'industrie pharmaceutique, représente un risque pour la résilience des chaînes d'approvisionnement européennes. Cette interdépendance pose également des

questions cruciales sur la trajectoire industrielle de l'Inde et ses implications à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, deux scénarios pourraient façonner l'avenir industriel du pays au cours de la prochaine décennie.

Scénario 1

Une dépendance accrue à l'égard de la Chine

Ce scénario deviendra de plus en plus probable si les investisseurs occidentaux ne s'engagent pas davantage en Inde, une tendance déjà perceptible ces deux dernières années avec une chute des IDE. Ceux-ci sont passés de 69,4 milliards d'euros en 2021-22 à 65,6 milliards en 2023-24, et devraient s'établir à 38,8 milliards en 2024-25. Cela rendrait l'Inde économiquement dépendante de la Chine, avec laquelle elle enregistre des déficits commerciaux oscillant entre 78,6 et 92,5 milliards d'euros depuis deux ans. Il est important de noter que les importations indiennes en provenance de Chine sont principalement des biens intermédiaires nécessaires aux processus de production locaux, y compris pour les exportations. Ainsi, plus l'Inde exporte, plus elle tend aussi à importer.

De plus, certains fournisseurs asiatiques servent d'intermédiaires entre la Chine et l'Inde (comme le Vietnam) et masquent l'ampleur réelle de la dépendance à la Chine, notamment dans des secteurs comme les panneaux solaires.

Aujourd'hui, l'idée que l'Inde et la Chine pourraient resserrer leurs liens économiques est renforcée par la normalisation en cours sur le front géopolitique (la dispute frontalière dans l'Himalaya ayant été mise en suspens) et par le faible niveau d'investissement occidental. À cet égard, les tensions pourraient aussi s'intensifier avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, si le 47e président des États-Unis continue de chercher à réduire le déficit commercial des États Unis avec l'Inde.

Scénario 2

Émancipation industrielle et partenariats stratégiques

À l'inverse, un autre scénario pourrait voir l'Inde réduire sa dépendance à la Chine et en faire un pilier de sa politique industrielle. En matière d'IDE, cela pourrait se traduire par une présence accrue des investisseurs occidentaux, notamment dans l'électronique et les semi-conducteurs, un secteur où ces acteurs, soucieux de diversifier leurs chaînes d'approvisionnement, commencent déjà à se tourner vers l'Inde. Sur le plan national, une hausse des investissements industriels pourrait être stimulée par un effort plus marqué de redistribution des richesses, favorisant ainsi la demande de biens manufacturés.

La trajectoire industrielle de l'Inde au cours des dix prochaines années se situera vraisemblablement quelque part entre ces deux scénarios, dans une position intermédiaire conforme à la volonté de l'Inde de rester non-alignée, ou plurilatérale. Dans tous les cas, une compréhension fine du paysage industriel indien sera essentielle pour façonner un

partenariat mutuellement bénéfique entre l'Inde et l'Europe. L'attitude de Donald Trump sur les relations commerciales et la question migratoire sera également une variable clé à surveiller. Une détérioration des relations entre l'Inde et les États-Unis pourrait alors accélérer un rapprochement Inde-UE. »

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement le 5 juillet 2025